

SUJET:

Guerre Contre les Cartels de Drogue au Mexique

Présidente: Tamara Maddah
Co-présidente: Roya Osseili
Vice-président: Mohammad Hariri



Table des matières

I- Description du comité	3
II- Introduction au sujet	4
1-Principaux événements:	4
2-Lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD):	6
3-Lien avec les pilier :	6
4-Lien avec le thème de la conférence, «Yin et Yang: L’harmonie des opposés » :	7
III- Sous-Thèmes	7
A- La traçabilité des flux financiers et le démantèlement des réseaux de blanchiment d’argent des organisations criminelles.	7
B- Comment les États membres de l'OEA, en coopération avec des agences comme la DEA, le FBI et les polices latino-américaines, peuvent mieux partager leurs renseignements pour créer une base de données régionale sur les cartels et coordonner des opérations conjointes (extraditions, mandats d'arrêt) contre la criminalité organisée.	8
IV- Présentation des principaux acteurs et propositions de solutions:	9
1-Les principaux pays et les pays représentées:	9
2-Pays observateurs et acteurs non étatiques	11
3-Les principaux pays:	12
V-Les solutions proposées:	13
VI- Des questions à considérer en faisant votre recherche	13
1. Sous-thème A.....	13
2. Sous-thème B.....	14
3. Questions transversales.....	14
VII- Conseils à garder en tête:	15
VIII- Sites web recommandés:	15
IX- Pour nous contacter:	16
X- Note de la présidente	16
XI-Note des SG	17
XII- Références	18

I- Description du comité

L'OEA (Organisation des États américains) est une organisation internationale régionale qui regroupe les pays du continent américain. Créée en 1948 par la Charte de Bogotá, elle est entrée en vigueur en 1951. Son siège se situe à Washington D.C., aux États-Unis, et elle est composée de 35 États des Amériques, du Canada à l'Argentine, en incluant les Caraïbes.

L'OEA a pour mission principale de promouvoir la paix et la sécurité dans l'ensemble des Amériques, tout en défendant la **démocratie et les droits humains sur le continent**. Elle œuvre également en faveur du développement économique et social des États membres, et facilite la coopération régionale sur des enjeux variés tels que **la lutte contre le trafic de drogue, l'observation électorale ou encore la résolution de conflits**. Elle dispose de plusieurs organes, dont l'Assemblée générale (organe suprême de décision), le Conseil permanent, et la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui est particulièrement active dans la défense des droits humains sur le continent.

Depuis sa création, l'OEA a joué un rôle important dans la médiation de conflits frontaliers et territoriaux entre États membres, ainsi que dans les processus de paix en Amérique centrale durant les années 1980-1990. Sur le plan des droits humains, elle a mis en place la **Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme**, qui ont rendu de nombreux jugements condamnant des violations dans la région, notamment sous les dictatures militaires sud-américaines. L'organisation s'est également distinguée par le déploiement de centaines de missions d'observation électorale visant à garantir la transparence des scrutins à travers le continent. Elle a par ailleurs adopté des textes fondateurs comme la Charte démocratique interaméricaine de 2001 et la Convention américaine relative aux droits de l'homme de 1969, tout en coordonnant la lutte régionale contre le trafic de drogue et en menant des programmes de coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme. Cela dit, l'OEA est souvent critiquée pour son manque d'efficacité face à des crises récentes comme celles du Venezuela, du Nicaragua ou d'Haïti, ses résolutions manquant généralement de mécanismes contraignants forts.



II- Introduction au sujet

La guerre contre les cartels de drogue au **Mexique** constitue l'une des crises sécuritaires les plus urgentes du continent, ayant causé plus de **400 000 homicides et des dizaines de milliers de disparitions depuis 2006**, tout en s'inscrivant dans un réseau transnational reliant les zones de production **sud-américaines** aux marchés de consommation nord-américains via les routes de transit d'Amérique centrale et des **Caraïbes**. Ce phénomène alimente la corruption institutionnelle, fragilise les systèmes judiciaires, finance des groupes armés et exacerbe les flux migratoires ainsi que la circulation d'armes à feu entre les frontières, rendant toute action isolée des gouvernements nationaux insuffisante face à la puissance croissante des cartels. C'est pourquoi l'OEA, en tant que plateforme régionale rassemblant l'ensemble des États américains, apparaît comme l'instance légitime pour coordonner une réponse collective, harmoniser les stratégies de sécurité et s'attaquer aux racines du trafic de drogue, faisant de ce comité un espace essentiel pour bâtir une action hémisphérique concertée garantissant la stabilité et la sécurité de la région.



1-Principaux événements:

Bien que la lutte contre les cartels mexicains ait surtout été marquée par des actions bilatérales et unilatérales, l'OEA et le contexte régional ont connu plusieurs événements clés qui illustrent l'évolution de cet enjeu à l'échelle du continent :

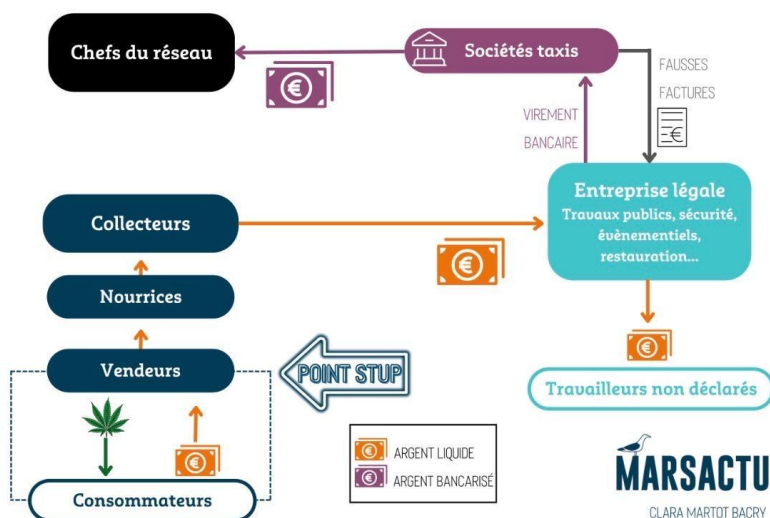
- **1986** : création de la CICAD (Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues), principal organe de l'OEA dédié à la coordination régionale contre le narcotrafic.
- **1999-2000** : mise en place du Mécanisme d'évaluation multilatérale (MEM), un système d'évaluation par les pairs permettant de mesurer les efforts de chaque État membre dans la lutte antidrogue.

- **2001** : lors du 3^e Sommet des Amériques (Québec), les chefs d'État ont réaffirmé leur soutien au MEM et intensifié la coopération hémisphérique.



- **2010-2011** : adoption de la Stratégie hémisphérique sur les drogues et du Plan d'action 2011-2015, définissant les priorités communes (réduction de l'offre et de la demande, coopération judiciaire, contrôle des armes à feu).
- **Février 2025** : les États-Unis désignent six cartels mexicains (Sinaloa, CJNG, Cartel du Golfe, Cartel du Noreste, La Nueva Familia Michoacana, Cáteles Unidos) comme organisations terroristes étrangères, ouvrant la voie à des options militaires.
- **Depuis septembre 2025** : campagne de frappes militaires américaines contre des embarcations soupçonnées de trafic dans les Caraïbes et le Pacifique, ayant fait au moins 145 morts — une action unilatérale hors du cadre multilatéral de l'OEA.

COMMENT L'ARGENT DE LA DROGUE EST RÉINJECTÉ DANS L'ÉCONOMIE LÉGALE



- **La présidente mexicaine** Claudia Sheinbaum rejette catégoriquement toute présence militaire américaine sur le sol national, invoquant la souveraineté — un point de friction majeur pour toute action collective régionale.
- **2026** : élimination du chef du cartel CJNG, « El Mencho », lors d'une opération avec appui du renseignement américain, suivie d'une flambée de violence au Mexique.

2-Lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD):

On peut relier ce thème à plusieurs ODD, par exemple :

ODD 8 : Travail décent et croissance économique

Les cartels incarnent un Yang négatif et agressif qui étouffe l'économie légale par la violence et le racket. La croissance économique durable et le travail décent représentent le Yin, une force de stabilité et de subsistance pacifique pour la société. Lorsque la criminalité devient trop puissante, elle détruit cet équilibre naturel et force la population à basculer dans l'économie clandestine.

ODD 10 : Inégalités réduites

Le Mexique se divise entre des zones de relative sécurité (les centres urbains) et des zones de chaos profond (les communautés rurales isolées). La violence des gangs accentue cette polarité en frappant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables et autochtones. Les déplacements de populations déplacent l'énergie humaine d'un point à un autre, accentuant les inégalités au lieu de créer une harmonie sociale.



ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

L'emprise financière des cartels infiltre et corrompt l'État, représentant l'ombre qui grignote les structures légitimes du pays. La paix, la justice et des institutions efficaces forment le pôle lumineux nécessaire pour dissiper l'impunité et la violence. Ce combat démontre qu'aucune paix (Yin) ne peut s'installer tant que la force brute des institutions (Yang) n'est pas assainie et renforcée.

3-Lien avec les pilier :

Pilier 1 : La Sécurité Multidimensionnelle

La lutte contre les cartels mexicains dépasse la seule violence armée : elle touche aussi la sécurité économique, sociale et humaine des populations. Ce pilier appelle à des réponses qui allient répression, prévention et protection des communautés vulnérables, plutôt qu'une approche purement militaire.

Pilier 2 : Le Renforcement Institutionnel et la Démocratie

Le narcotrafic prospère là où les institutions sont fragilisées ou corrompues. L'infiltration des cartels dans la police, la justice et la politique mexicaine mine directement l'État de droit, d'où l'urgence de renforcer les institutions et de protéger les processus démocratiques contre l'ingérence criminelle.

Pilier 3 : Le Développement Intégral

Pauvreté et manque d'opportunités poussent souvent les populations rurales vers l'économie criminelle. Ce pilier vise à s'attaquer aux racines socio-économiques du trafic en offrant des alternatives viables, réduisant ainsi le recrutement des cartels.

4-Lien avec le thème de la conférence, «Yin et Yang: L'harmonie des opposés » :

Le thème de l'harmonie des opposés trouve une résonance directe dans la guerre contre les cartels au Mexique, un conflit qui incarne l'affrontement de deux forces contraires en quête d'équilibre. Le Yang se manifeste à travers la violence et le chaos des cartels, tandis que le Yin représente la paix, la justice et la sécurité recherchées. Cette dualité rappelle que l'excès d'une force nourrit son opposé plutôt que de l'éliminer, d'où la nécessité d'un équilibre entre fermeté sécuritaire et justice sociale. L'OEA se positionne ainsi comme le pivot de ce symbole, harmonisant les forces contraires du continent pour transformer le chaos en une paix durable.

III- Sous-Thèmes



A- La traçabilité des flux financiers et le démantèlement des réseaux de blanchiment d'argent des organisations criminelles.

Les cartels de la drogue ne sont pas seulement des organisations violentes, ce sont aussi des structures économiques sophistiquées qui génèrent des milliards de dollars chaque année. Pour que cet argent *illégal* puisse être utilisé sans éveiller les soupçons des autorités, les organisations

criminelles doivent le « **blanchir** », c'est-à-dire le faire passer par des circuits financiers légaux (**entreprises fictives, immobilier, casinos, crypto monnaies**) afin de dissimuler son origine illicite.

Ce processus de **blanchiment** est aujourd'hui l'un des piliers qui permettent aux cartels de survivre et de se développer. Sans accès à des flux financiers propres, ces organisations ne pourraient ni payer leurs membres, ni corrompre des fonctionnaires, ni acheter des armes, ni réinvestir dans de nouveaux réseaux de trafic. **S'attaquer à l'argent des cartels**, c'est donc

s'attaquer directement à leur capacité opérationnelle, une stratégie souvent plus efficace que la seule répression armée.

La traçabilité de ces flux financiers représente cependant un défi majeur pour les États membres de l'**OEAE**. Les cartels exploitent les failles entre les systèmes bancaires nationaux et l'essor des cryptomonnaies pour brouiller les pistes, malgré l'existence de mécanismes comme le **GAFI (Groupe d'action financière)** ou la **CICAD de l'OEAE**. Un pays agissant seul peut difficilement suivre l'argent qui traverse plusieurs frontières en quelques clics.



Ce comité doit donc se pencher sur les mécanismes permettant **une meilleure coordination financière régionale** : comment identifier et tracer ces flux à travers **les frontières**, et comment **démanteler les réseaux qui les rendent possibles**.

B- Comment les États membres de l'OEAE, en coopération avec des agences comme la DEA, le FBI et les polices latino-américaines, peuvent mieux partager leurs renseignements pour créer une base de données régionale sur les cartels et coordonner des opérations conjointes (extraditions, mandats d'arrêt) contre la criminalité organisée.



La lutte contre les cartels de la drogue ne peut réussir si chaque État agit isolément.

Aujourd'hui, des agences comme la **DEA** et le **FBI** aux États-Unis, ainsi que les polices nationales des pays latino-américains, possèdent chacune des fragments d'information sur les réseaux criminels mais ces informations restent souvent cloisonnées, dispersées entre différents systèmes nationaux qui ne communiquent pas entre eux. Cette fragmentation profite

directement aux cartels, qui opèrent, eux, sans se soucier des frontières.

Un renseignement isolé a une valeur limitée. C'est en croisant les données, les mouvements financiers repérés dans un pays, arrestations dans un autre, routes de trafic identifiées ailleurs que l'on peut véritablement comprendre la structure d'un réseau criminel transnational. C'est



pourquoi la création d'une base de données régionale, alimentée conjointement par les États membres de l'OEA et leurs agences partenaires, représente une avancée stratégique majeure : elle permettrait de suivre un cartel non pas à l'échelle d'un pays, mais à l'échelle de tout le continent.

Cependant, le partage de renseignements pose des défis importants. Les États doivent composer avec **des enjeux de souveraineté, de confiance mutuelle**, notamment face à la corruption qui touche certaines **institutions policières** et de **protection des sources sensibles**. De plus, même lorsque l'information est partagée, elle reste souvent *inutile* si les pays ne peuvent pas agir rapidement ensemble, que ce soit pour arrêter un suspect ou pour s'expatrier vers le pays qui le poursuit.

IV- Présentation des principaux acteurs et propositions de solutions:

1-Les principaux pays et les pays représentées:

Pays représentées	Acteurs principaux
Amérique Du Nord:	1-Mexique
États-Unis	2-Etats-Unis
Mexique	3-Colombie
Canada	4-Panama
Amérique Centrale	5-Guatemala
El Salvador	6-Équateur
Guatemala	7-République Dominicaine

Honduras	
Nicaragua	
Panama	
Belize	
Costa Rica	
Caraïbes	
Antigua et Barbuda	
Bahamas	
Barbade	
Cuba(exclue de la participation active depuis 1962, réintégrée en principe en 2009 mais n'a jamais repris sa place effective.)	
Dominique	
Grenade	

Haïti	
Jamaïque	
République Dominicaine	
Saint-Kitts-et-Nevis	
Sainte-Lucie	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	
Trinité-et-Tobago	
Amérique du Sud	
Argentine	
Bolivie	
Brésil	
Chili	

Colombie	
Équateur	
Guyana	
Paraguay	
Pérou	
Suriname	
Uruguay	
Venezuela (statut contesté depuis son retrait annoncé en 2019, non reconnu par tous les États membres.)	

2-Pays observateurs et acteurs non étatiques

<u>Pays observateurs</u> : Ce comité accueille également des délégations avec statut d'observateur. Sans droit de vote, elles peuvent néanmoins participer aux débats et soumettre des propositions.	<u>Acteurs Non Étatiques</u> : Afin de refléter la complexité de la crise, certaines organisations criminelles seront représentées à titre d'acteurs non étatiques, sans statut officiel ni droit de vote. Leur rôle demeure consultatif et vise à enrichir le réalisme des débats.
Suisse	Cartel de Sinaloa(Mexique): l'un des plus puissants, impliqué dans le trafic transnational.
Allemagne	CJNG Cartel Jalisco Nueva Generación(Mexique): rival du Sinaloa, expansion rapide.
France	Cartel de los Soles(Venezuela): lié à des accusation contre le régime vénézuélien
Italie	
Espagne	
Portugal	
Royaume-Uni	

Pays-Bas	
Russie	
Ukraine	
Japon	
Chine	
Corée du Sud	

3-Les principaux pays:

Mexique: cible directe de la “guerre contre les cartels” et des deux sous-thèmes (banques mexicaines sanctionnées pour blanchiment, coopération renseignement avec la DEA). Position clé : défend sa souveraineté et refuse toute présence militaire étrangère.

États-Unis: mène les sanctions financières (OFAC/Treasury) contre les réseaux de blanchiment et pousse pour le partage de renseignement, mais privilégie les accords bilatéraux à un cadre OEA multilatéral.

Colombie: partenaire historique de la DEA depuis des décennies, avec une expertise reconnue dans le démantèlement financier de cartels développée au cours de la lutte contre Escobar et les FARC.

Panama: zone grise historique du blanchiment (zone franche de Colón, Panama Papers), sous pression constante du GAFI pour la transparence financière.

Guatemala: corridor de transit majeur vers le Mexique, avec des institutions faibles et une dépendance à l’aide sécuritaire américaine en matière de renseignement.

Équateur: explosion de la violence liée aux cartels mexicains et colombiens via les ports du Pacifique (Guayaquil), illustrant la contagion narco au-delà du Mexique.

République dominicaine: point de transit clé des Caraïbes, vulnérable au blanchiment via l’immobilier et le tourisme.

V-Les solutions proposées:

- Création d'une force multilatérale d'appui (OEA) sous commandement mexicain, en alternative aux frappes américaines unilatérales
- Cellule régionale de renseignement ciblant spécifiquement Sinaloa, CJNG, Cartel du Golfe et du Nord-Est
- Accord contraignant de traçage et interception des armes venant des États-Unis vers le Mexique
- Protocole régional d'urgence en cas d'élimination d'un chef de cartel (sécurisation écoles, routes, commerces)
- Mécanisme d'alerte précoce pour anticiper la reprise de violence après une trêve entre cartels
- Sanctions coordonnées contre les réseaux de blanchiment liés au narcotrafic
- Contrôles renforcés sur l'hôtellerie et le tourisme pour empêcher le blanchiment d'argent
- Accords d'extradition simplifiés entre États membres
- Position diplomatique commune sur la désignation des cartels comme "organisations terroristes"
- Fonds régional d'aide aux États mexicains en situation d'urgence sécuritaire

VI- Des questions à considérer en faisant votre recherche

1. Sous-thème A

- Comment harmoniser les réglementations bancaires entre les 35 États membres pour empêcher les cartels d'exploiter les failles entre systèmes nationaux ?
- Quel rôle les **cryptomonnaies** jouent-elles dans le blanchiment moderne, et quels mécanismes de traçage pourraient s'y appliquer ?
- Comment renforcer la CICAD et le GAFI sans empiéter sur la souveraineté financière des États ?

- Quelles mesures concrètes imposer aux secteurs à risque (immobilier, casinos, tourisme, zones franches comme Colón) ?

2. Sous-thème B

- Comment créer une base de données régionale tout en protégeant les sources sensibles et en évitant les fuites liées à la corruption institutionnelle ?
- Quel équilibre trouver entre coopération multilatérale (OEA) et accords bilatéraux (DEA-Mexique, DEA-Colombie) déjà existants ?
- Comment accélérer les procédures d'extradition sans violer les principes de souveraineté judiciaire ?
- Quels mécanismes de contrôle empêcher que les données partagées ne soient utilisées à des fins politiques ou pour justifier une ingérence militaire ?

3. Questions transversales

- Comment concilier la position mexicaine (rejet de toute présence militaire étrangère) avec la volonté américaine d'action, y compris les frappes unilatérales déjà en cours ?
- Le cadre de l'**OEA** peut-il proposer une alternative crédible aux frappes militaires américaines, par exemple une force multilatérale sous commandement mexicain ?
- Comment le comité peut-il s'attaquer aux causes socio-économiques (pauvreté, manque d'opportunités) qui alimentent le recrutement par les cartels (Pilier 3) ?
- Quel rôle pour des pays comme le Venezuela, dont le statut à l'**OEA** reste contesté, dans une solution régionale ?
- Comment garantir que les résolutions de l'**OEA**, souvent critiquées pour leur manque de mécanismes contraignants, aient un réel effet sur le terrain ?

VII- Conseils à garder en tête:

- **Alliés/Ennemis:** déterminez le positionnement de votre pays au sein des blocs et alliances avant d'entreprendre toute recherche de propositions.
- **Solutions:** identifiez des exemples de solutions que votre pays peut appuyer, en veillant à les documenter systématiquement avec leurs sources officielles afin d'en garantir la crédibilité.
- **Pas d'opinion:** représentez la position officielle de votre pays et non vos opinions personnelles.
- **Notez tout:** consignez l'ensemble des informations recueillies et vous assurez de référencer chaque source de manière précise.
- **Écoutez autant que vous parlez:** Prenez des notes pendant les interventions des autres délégations et utilisez leurs arguments pour construire vos réponses, vos alliances et vos propositions
- **Soyez diplomatiques, mais défendez votre position:** Un bon délégué sait négocier et faire des compromis sans abandonner les intérêts fondamentaux du pays qu'il représente.
- **N'ayez pas peur de prendre la parole :** La confiance vient avec la participation. Une intervention courte, claire et pertinente peut avoir beaucoup plus d'impact qu'un long discours.
- **Profitez de l'expérience :** MUN est avant tout une occasion d'apprendre, de négocier, de rencontrer d'autres délégués et de progresser. Soyez ambitieux, respectueux et ouverts au débat.

VIII- Sites web recommandés:

fidh.org:<https://www.fidh.org/fr>

UN org: <https://un.org>

OAS org: <https://www.oas.org/fr/>

amnesty: <https://www.amnesty.fr/>

IX- Pour nous contacter:

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter par e-mail:

Présidente Tamara Maddah: maddahtamara@gmail.com

Co-présidente Roya Osseili: osseilliroya@gmail.com

Vice président Mhammad hariri: Mhammadhariri189@gmail.com

X- Note de la présidente

Chers délégués,

C'est avec un grand plaisir que je vous accueille à cette simulation.

Aujourd'hui vous n'êtes plus des élèves, vous êtes des diplomates. Représentez votre pays avec fierté.

Je vous encourage à défendre vos positions avec respect, diplomatie et passion. N'oubliez pas: le but n'est pas de "gagner", mais de trouver ensemble des solutions concrètes aux défis de notre monde.

Négociez avec intelligence, écoutez les autres, et respectez-vous les uns les autres.

Faites entendre la voix de votre pays, proposez des idées, et surtout, amusez-vous !

Je vous souhaite bonne chance et d'excellents débats.

Que les meilleurs arguments gagnent.

Votre Présidente

Tamara Maddah

XI-Note des SG

Chers délégués,

En tant que Secrétaires généraux, nous espérons que ce guide de préparation vous fournira une base solide pour les discussions à venir et vous permettra d'aborder votre comité avec confiance. Au-delà de la préparation, cette conférence est une occasion de vous dépasser, d'explorer de nouvelles perspectives et de prendre part à des échanges qui exigent réflexion et initiative.

Le thème de cette année, « Yin et Yang : l'harmonie des opposés », reflète l'idée que des forces opposées peuvent coexister en équilibre, qu'il s'agisse du conflit et de la coopération, ou encore de la prise de parole et de l'écoute. Il nous rappelle que les progrès les plus significatifs commencent souvent lorsque nous apprenons à comprendre des perspectives différentes des nôtres.

Comme l'a dit Leo Buscaglia : « Le changement est le résultat final de tout véritable apprentissage. » Nous espérons que cette expérience vous permettra de mieux prendre conscience de la valeur et de l'impact que peut avoir votre voix. Et surtout, profitez de chaque instant : car bien après la fin des débats, ce sont les rencontres, les souvenirs et les émotions vécues ensemble qui resteront gravés en vous. Une conférence se termine, mais l'esprit du MUN, lui, demeure. Nous avons hâte de vous rencontrer et de découvrir ce que chacun d'entre vous apportera à cette conférence.

Cordialement,
Les Secrétaires généraux de la 15^e édition du HHHSMUN
Mia, Hani et Omar

XII- Références

AMERIPOL | Comunidad de Policías de América. (2026). Ameripol.Org. <https://www.ameripol.org/>

BIS. (2024). Bank for International Settlements. Bis.Org. <https://www.bis.org/>

Criminal Division. (2014, March 2). Www.Justice.Gov. <https://www.justice.gov/criminal>

Drug Information. (n.d.). Www.Dea.Gov. Retrieved August 29, 2026, from <https://www.dea.gov/drug-information>

FBI. (2019). Welcome to FBI.gov | Federal Bureau of Investigation. Federal Bureau of Investigation. <https://www.fbi.gov/>

Finance and investment. (2026). OECD. <https://www.oecd.org/finance/financial-crime>

Global Financial Integrity. (2014, April 28). Global Financial Integrity.
<https://www.globalfinancialintegrity.org/>

Home - Egmont Group. (2021, July 5). Egmont Group. <https://www.egmontgroup.org/>

International Monetary Fund. (2023). IMF -- International Monetary Fund Home Page. Imf.Org.
<https://www.imf.org/>

INTERPOL. (2017). INTERPOL | The International Criminal Police Organization. Interpol.Int.
<https://www.interpol.int/>

Interpol. (n.d.). Drug Trafficking. Www.Interpol.Int. Retrieved August 29, 2026, from
<https://www.interpol.int/Crimes/Drug-trafficking>

OAS. (2009). OAS :: IACHR :: Country Reports. Oas.Org. <https://doi.org/http://www.oas.org>

OAS. (2009, August 1). OAS - Organization of American States: Democracy for peace, security, and development. Www.Oas.Org. <https://www.oas.org/>

U.S. Customs and Border Protection. (2018). Border Security | U.S. Customs and Border Protection. Cbp.Gov. <https://www.cbp.gov/border-security>

UNODC. (2019). United Nations Office on Drugs and Crime. Unodc.Org. <https://www.unodc.org>

World Bank. (2023). World Bank Group - International Development, Poverty, & Sustainability. World Bank. <https://www.worldbank.org/>

